



Government Defence
Integrity Index

 **TRANSPARENCY
INTERNATIONAL**
Defence & Security

**FICHE
PAYS**

SÉNÉGAL

2025





Le Sénégal est depuis longtemps considéré comme l'une des démocraties les plus stables d'Afrique de l'Ouest. Cependant, ces dernières années, le public s'inquiète de plus en plus de la transparence, du respect de l'État de droit et de la responsabilité des élites.¹ Les dernières élections présidentielles ont eu lieu en mars 2024 et le candidat de l'opposition, Bassirou Diomaye Faye, a remporté le scrutin dès le premier tour, ce qui a permis une transition pacifique du pouvoir.² Le pays a connu une forte croissance économique ces dernières années, grâce à de nouveaux projets dans le domaine des hydrocarbures et des grandes infrastructures. Toutefois, des vulnérabilités structurelles persistent : l'agriculture est fortement dépendante des conditions météorologiques, près de la moitié de la population est exposée à un risque de pauvreté multidimensionnelle et les chocs climatiques constituent un problème croissant. Les revenus émergents du pétrole et du gaz offrent des opportunités, mais renforcent également la nécessité de disposer d'institutions solides pour les gérer sans aggraver les vulnérabilités en matière de gouvernance.³

Sur le plan de la sécurité, le Sénégal est relativement isolé par rapport à ses voisins du Sahel. Néanmoins, des risques persistants subsistent, notamment les menaces maritimes telles que la piraterie et la contrebande, les troubles de longue date dans la région de Casamance et les répercussions potentielles de la violence djihadiste à la frontière. Un accord de paix entre le gouvernement sénégalais et les rebelles séparatistes de Casamance a été signé en février 2025,

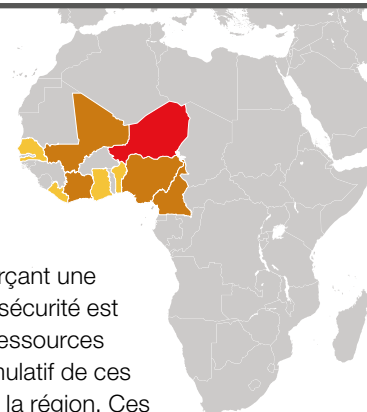
mettant fin à un conflit qui durait depuis quatre décennies et qui a fait 5 000 morts et plus de 60 000 déplacés.⁴ Le nouveau gouvernement a également annoncé le retrait des troupes françaises stationnées à Dakar, rompant ainsi avec ses liens historiques en matière de coopération défense. Le pays cherche désormais à diversifier ses relations militaires avec des pays comme la Russie, la Chine ou la Turquie.

Dans ce contexte, la gouvernance de la défense au Sénégal est exposée à des risques élevés de corruption. L'indice d'intégrité gouvernementale de la défense (GDI) 2025 a révélé que le secteur de la défense fait preuve de pratiques de gouvernance constructives, telles que des promotions fondées sur le mérite, des contrôles actifs des comités d'appel d'offres et des débats publics sur les questions de défense. Cependant, d'importantes vulnérabilités persistent. Il s'agit notamment d'un contrôle parlementaire et d'audit insuffisant, d'une opacité budgétaire, d'exemptions en matière de marchés publics, d'un accès limité à l'information et l'absence de formation spécifique au secteur en matière d'intégrité et de protection des lanceurs d'alerte.

Membre du Open Government Partnership	Oui
Convention des Nations unies contre la corruption	Ratifiée en 2005
Traité sur le commerce des armes	Ratifié en 2014

AFRIQUE DE L'OUEST

La situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest s'est nettement détériorée au cours de la dernière décennie, sous l'effet de l'expansion des insurrections djihadistes, de l'instabilité politique et de la criminalité transnationale organisée. Des groupes armés tels que Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) et Islamic State Sahel Province (ISSP) ont généré une violence sans précédent, le Sahel représentant désormais près de la moitié des décès liés au terrorisme dans le monde. Ces groupes extrémistes violents se sont étendus vers le sud, exerçant une pression croissante sur les États côtiers, notamment le Togo, la Côte d'Ivoire et le Ghana. L'insécurité est encore aggravée par la piraterie dans le golfe de Guinée, le trafic d'armes, de drogues et de ressources naturelles, ainsi que par la concurrence liée au climat pour l'accès aux ressources. L'effet cumulatif de ces facteurs a aggravé la crise humanitaire et les déplacements massifs de population dans toute la région. Ces problèmes de sécurité se sont accompagnés de coups d'État militaires au Bénin, au Burkina Faso et en Guinée entre 2020 et 2023, qui ont encore affaibli le contrôle civil et la surveillance démocratique.



La faiblesse de la gouvernance du secteur de la défense a considérablement compromis la capacité des États à répondre efficacement à ces menaces. Les institutions de défense en Afrique de l'Ouest restent caractérisées par une transparence limitée, une faible responsabilisation et un exceptionnalisme bien ancré en matière de défense. Le contrôle parlementaire est limité par la domination de l'exécutif et des capacités techniques restreintes, ce qui réduit le contrôle civil sur la politique de défense, les budgets et les achats. La transparence budgétaire limitée a affaibli la responsabilité et alimenté la méfiance du public. Parallèlement, des systèmes d'approvisionnement non transparents et discrétionnaires ont accru les risques de corruption, faussé le développement des capacités et détourné des ressources des besoins opérationnels. Si la plupart des États de la sous-région ont ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC), sa mise en œuvre inégale a sans doute continué d'exposer les secteurs de la défense à la corruption (risques), compromettant l'efficacité et la durabilité des mesures de sécurité.



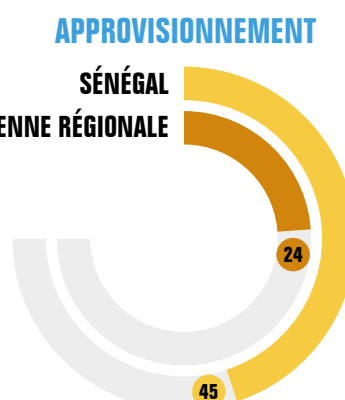
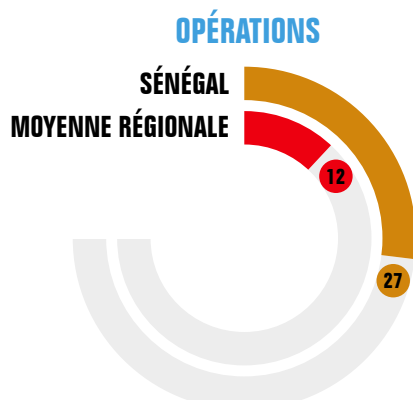
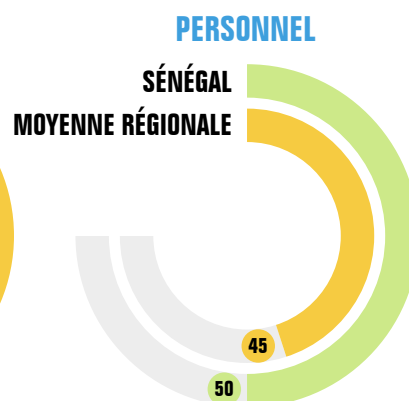
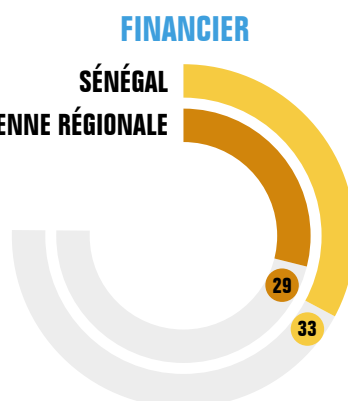
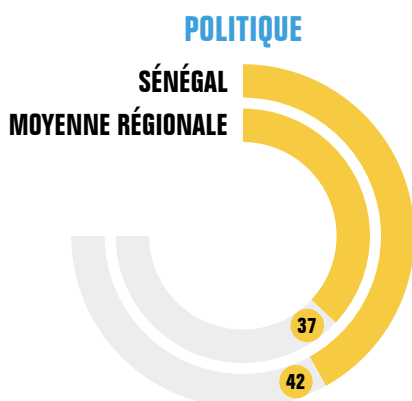
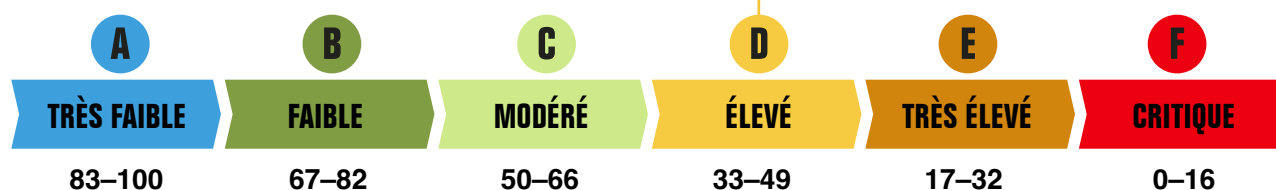
COMPARAISON DES RISQUES

L'indice d'intégrité gouvernementale de la défense (GDI) évalue cinq domaines de risque clés : politique, financier, personnel, opérationnel et achats. Cette section compare les performances du Sénégal dans chaque domaine avec la moyenne régionale (Afrique subsaharienne).

RISQUE ÉLEVÉ

D

39





CONTRÔLE PARLEMENTAIRE

Contrôle législatif du budget (Open Budget Survey, 2023)	33/100
Dépenses militaires en pourcentage des dépenses publiques (SIPRI, 2024)	5,4%
Membres du comité ayant une expertise en matière de défense (%)	Information pas accessible au public.
Nombre de réunions par an	Information pas accessible au public.
Dernière révision de la politique/ stratégie de défense	La stratégie n'est pas accessible au public disponible.

La Constitution sénégalaise établit un système formel de contrôle et d'équilibre des pouvoirs, mais l'exécutif reste la branche dominante du gouvernement, l'efficacité du contrôle exercé par l'Assemblée nationale dépendant largement de sa composition partisane.⁵ Les risques politiques liés à la gouvernance du secteur de la défense au Sénégal sont élevés. Le Sénégal bénéficie d'une adhésion aux instruments internationaux de lutte contre la corruption, d'un débat public actif sur les questions de défense et de contrôles policiers généralement efficaces au sein du ministère de la Défense. Cependant, des faiblesses importantes persistent, notamment le contrôle limité des services de renseignement, l'absence d'évaluations systématiques des risques de corruption et la faiblesse des mécanismes de contrôle dans l'ensemble du secteur.

Le Parlement dispose d'un pouvoir constitutionnel officiel pour examiner les décisions, les dépenses et les acquisitions en matière de défense, mais son influence pratique reste limitée en raison de la forte domination de l'exécutif.^{6 7} Bien qu'il débâte régulièrement du budget de la défense, et que pour la première fois depuis l'indépendance il ait tenu un débat complet sur le budget 2022 du ministère des Forces armées — sa capacité à influencer les résultats demeure limitée.⁸

La commission de défense dispose également de pouvoirs formels pour examiner la politique et les budgets de la défense, mais elle les exerce rarement. Les membres manquent souvent d'expertise technique et sont confrontés à des contraintes importantes liées à un accès limité à l'information. Le comité soumet des amendements budgétaires et émet parfois des recommandations, mais celles-ci sont rarement prises en considération par l'exécutif.^{9 10}

Enfin, les mécanismes d'audit interne et externe restent faibles et soumis à l'influence politique. Il n'existe aucune preuve d'audits efficaces et indépendants des dépenses ou des achats dans le domaine de la défense, ce qui laisse des lacunes importantes en matière de responsabilité et de contrôle.^{11 12 13}

TRANSPARENCE FINANCIÈRE

Taux de réponse aux demandes d'accès à l'information liées à la défense	1) % d'accès total ou partiel accordé : Information pas accessible au public.
	2) Nombre de demandes en attente : Information pas accessible au public.
Plaintes liées à la défense adressées au ombudsman/ commissaire #	Information pas accessible au public.
Le commissaire a-t-il autorisé sur le ministère de la Défense ?	Information pas accessible au public.
Rapports d'audit sur la défense (2020-2025) #	Aucun
Indice de transparence budgétaire (IBP, 2023)	42/100
Classement mondial de la liberté de la presse (RSF, 2025)	74e sur 180

Les risques financiers dans le secteur de la défense au Sénégal restent élevés. Bien que le pays ait mis en place des contrôles rigoureux en matière de cession d'actifs et que les institutions de défense soient légalement interdites d'activité commerciale, la transparence financière est extrêmement limitée. Le budget de la défense approuvé n'est publié que sous forme agrégée, sans détails sur les postes de dépenses, les ressources extrabudgétaires ou les dépenses réelles.¹⁴ Les dépenses secrètes ne sont ni divulguées ni vérifiées, et les dépenses hors budget, bien que ponctuelles, ne sont pas enregistrées.

L'accès à l'information reste très limité. Le Sénégal ne dispose d'aucune loi garantissant l'accès du public aux informations relatives à la défense, et le projet de loi générale sur l'accès à l'information lancé en 2021 n'a toujours pas été adopté.¹⁵ En conséquence, le public ne peut accéder qu'aux informations divulguées de manière sélective par le ministère des Forces armées, et non par le biais d'une publication systématique ou à la demande des citoyens.

Bien qu'il soit interdit aux institutions de défense et de sécurité de posséder des entreprises commerciales, le manque d'informations empêche de déterminer si certains membres du personnel se livrent à des activités privées non autorisées, ce qui laisse des lacunes dans le cadre de l'intégrité financière du secteur.¹⁶



CADRE ÉTHIQUE DU PERSONNEL

Législation sur la dénonciation	Aucune
Nombre de cas de dénonciation dans le secteur de la défense	Aucun
Nombre de violations du code de conduite	Militaire : Information pas accessible au public. Civil Information pas accessible au public.
Système de divulgation financière	# Soumis : Aucun. Nombre de violations : aucune.

Les risques liés au personnel dans le secteur de la défense au Sénégal sont modérés. Le Sénégal bénéficie de mécanismes de paiement fiables, de cadres établis pour la gestion des postes à haut risque et de procédures de promotion fondées sur le mérite. Cependant, des faiblesses importantes subsistent, notamment l'absence de barèmes salariaux publiés, l'inexistence de protections pour les lanceurs d'alerte et l'application limitée des mesures disciplinaires contre la corruption.

La dénonciation n'est ni protégée ni encouragée. Bien qu'une loi sur la protection des lanceurs d'alerte ait été adoptée en mai 2024, aucun signe de sa mise en œuvre n'est encore apparu.¹⁷ Les cas de corruption ou de faute professionnelle feraient l'objet d'enquêtes, mais aboutiraient rarement à des sanctions cohérentes. Des problèmes fondamentaux de transparence persistent également, car le nombre total de membres du personnel de défense n'est pas rendu public, même si aucun signe de soldats fantômes n'est apparu. Les processus de nomination et de promotion des officiers supérieurs suivent des critères formels, mais les informations disponibles restent partielles et le contrôle externe est minimal. Le pouvoir exécutif continue d'exercer une influence significative sur les nominations aux postes de haut niveau.^{18 19}

Les cadres d'intégrité sont également incomplets. Le Sénégal ne dispose pas de codes de conduite spécifiques pour le personnel militaire et civil de la défense, et il n'existe aucune formation systématique à la lutte contre la corruption dans ce secteur. Si l'autorité nationale de lutte contre la corruption dispense une formation générale sur l'intégrité dans la fonction publique, celle-ci ne s'étend pas à la défense, laissant le personnel sans orientation structurée en matière de prévention de la corruption.^{20 21}

OPÉRATIONS

Effectif total des forces armées (Banque mondiale, 2020)	19 000
Effectifs déployés en opération #	1 294 (au 31 mai 2025)

Lors de son discours national du Nouvel An, le président Bassirou Diomaye Faye a annoncé que toutes les forces militaires étrangères se retireraient du Sénégal d'ici 2025, soulignant l'engagement du gouvernement à réaffirmer la souveraineté nationale et le contrôle de la politique de défense et de sécurité.²² Les risques opérationnels dans le secteur de la défense et de la sécurité au Sénégal restent très élevés. La corruption n'est pas explicitement abordée dans la doctrine militaire et il n'existe aucun cadre structuré pour gérer les risques d'intégrité pendant les opérations. La formation à la lutte contre la corruption destinée aux commandants opérationnels est ponctuelle, incohérente et largement dictée par des partenaires externes plutôt que par la politique nationale. Si certaines opérations soutenues par la communauté internationale, en particulier les missions de maintien de la paix, intègrent des mesures de protection contre la corruption en raison des exigences des partenaires, ces mesures sont rarement appliquées dans les opérations nationales.²³ Le Sénégal déploie également des experts opérationnels qui rendent compte chaque année, mais leurs évaluations se concentrent globalement sur les lacunes des missions et n'évaluent pas systématiquement les risques de corruption, ce qui limite leur impact sur l'intégrité opérationnelle.²⁴



ACHATS DE DÉFENSE

Dépenses militaires (en millions de dollars américains) (SIPRI, 2024)	\$514,94
Concurrence ouverte dans les marchés publics de défense (%)	Information pas accessible au public
Principales exportations de défense – vers (SIPRI, 2020-2024)	N/A
Principales importations de défense – provenant de (SIPRI, 2020-2024)	France (58 %) Espagne (7,8 %) Italie (5,7 %) Danemark (5,6 %) Indonésie (5,3 %)

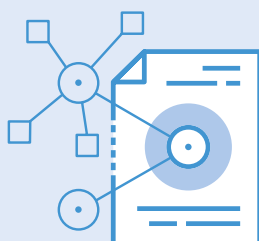
Alors que le budget de la défense du Sénégal a augmenté de près de 50 % entre 2020 et 2024, les faiblesses persistantes en matière de transparence et de supervision dans les marchés publics font que les ressources supplémentaires risquent d'être mal gérées ou détournées, ce qui accroît l'exposition au gaspillage et à la corruption dans ce secteur, d'autant plus que les risques de corruption sont élevés dans les processus d'approvisionnement. Malgré certaines pratiques positives, telles que les contrôles actifs des commissions d'appel d'offres, les mesures de protection contre la collusion et les mécanismes de plainte accessibles, la transparence des achats et des procédures d'approvisionnement dans le domaine de la défense reste limitée, et les sanctions à l'encontre des fournisseurs corrompus sont rarement appliquées.

Bien que les marchés publics de défense relèvent du Code des marchés publics de 2022, de larges exemptions au secret permettent à la plupart des contrats de défense de contourner les règles standard.²⁵ Les organismes de contrôle, notamment l'Autorité de régulation des marchés publics et la Cour des comptes, procèdent à des examens,

bien que leur efficacité puisse être limitée par l'influence politique. Le contrôle parlementaire est techniquement autorisé, mais rarement exercé.

Le processus de planification des acquisitions reste flou. Les besoins en matière d'approvisionnement sont théoriquement planifiés sur un cycle de trois ans, mais sont rarement publiés, et il n'existe pas de cadre systématique reliant les évaluations des capacités aux besoins en matière d'approvisionnement.²⁶ Les décisions sont donc dictées par les pressions opérationnelles immédiates ou les partenariats externes plutôt que par une planification stratégique à long terme. Historiquement dépendant de la France, le Sénégal a diversifié ses sources d'approvisionnement en matériel ces dernières années, se tournant vers des partenaires tels que les États-Unis et l'Afrique du Sud.²⁷

Environ la moitié des achats de défense sont effectués dans le cadre d'appels d'offres ouverts, le ministère de la Défense décidant au cas par cas s'il convient ou non de recourir à un contrat à fournisseur unique.²⁸



La collecte des données GDI pour **le Sénégal** a été réalisée entre septembre 2024 et août 2025.



SÉNÉGAL TABLEAU DES SCORES GDI 2025

	Grade	Score
RISQUE POLITIQUE	D	42
Q1 Contrôle législatif	B	67
Q2 Comité de défense	E	29
Q3 Débat sur la politique de défense	E	31
Q4 Engagement des OSC	D	42
Q5 Conventions : UNCAC / OCDE	B	75
Q6 Débat public	C	63
Q7 Politique anticorruption	C	50
Q8 Unités chargées de la conformité et de l'éthique	C	50
Q9 Confiance du public dans les institutions	NS	
Q10 Évaluations des risques	F	0
Q11 Planification des acquisitions	E	25
Q12 Transparence et détail du budget	C	50
Q13 Examen minutieux du budget	C	50
Q14 Disponibilité des informations budgétaires	F	8
Q15 Recettes de la défense	F	0
Q16 Audit interne	E	19
Q17 Audit externe	E	25
Q18 Ressources naturelles	A	100
Q19 Liens avec le crime organisé	C	50
Q20 Lutte contre le crime organisé	B	67
Q21 Contrôle des services de renseignement	F	0
Q22 Recrutement des services de renseignement	C	58
Q23 Contrôles à l'exportation (ATT)	A	100
Q76 Lobbying	F	0

RISQUE FINANCIER	D	33
Q24 Contrôles relatifs à la cession d'actifs	E	25
Q25 Examen minutieux de la cession d'actifs	B	67
Q26 Dépenses secrètes	F	0
Q27 Accès législatif à l'information	F	0
Q28 Audit des programmes secrets	F	0
Q29 Dépenses hors budget	D	33
Q30 Accès à l'information	F	0
Q31 Propriétaire bénéficiaire	A	100
Q32 Examen des entreprises détenues par des militaires	A	100
Q33 Entreprises privées non autorisées	NEI	
Q77 Dépenses de défense	F	0

RISQUE LIÉ AU PERSONNEL	C	50
Q34 Engagement public en matière d'intégrité	B	67
Q35 Mesures disciplinaires à l'encontre du personnel	B	75
Q36 Lanceurs d'alerte	F	8
Q37 Postes à haut risque	B	67
Q38 Effectifs	D	33
Q39 Taux de rémunération et indemnités	F	13
Q40 Système de paiement	A	83
Q41 Impartialité des nominations	C	50
Q42 Impartialité des promotions	B	69
Q43 Pots-de-vin pour éviter la conscription	B	67
Q44 Corruption pour obtenir des affectations préférentielles	A	100
Q45 Chaînes hiérarchiques et paiement	A	100
Q46 Code de conduite militaire	F	0
Q47 Code de conduite civil	F	0
Q48 Formation à la lutte contre la corruption	F	0
Q49 Poursuites pour corruption	E	25
Q50 Paiements de facilitation	A	100

**NOTE
GLOBALE
DU PAYS**

**RISQUE
ÉLEVÉ**

D

39

NIVEAU DE RISQUE

A	83–100	RISQUE TRÈS FAIBLE
B	67–82	RISQUE FAIBLE
C	50–66	RISQUE MODÉRÉ
D	33–49	RISQUE ÉLEVÉ
E	17–32	RISQUE TRÈS ÉLEVÉ
F	0–16	RISQUE CRITIQUE

	Grade	Score
RISQUE OPÉRATIONNEL	E	27
Q51 Doctrine militaire	E	25
Q52 Formation opérationnelle	E	25
Q53 Planification prévisionnelle	D	38
Q54 Surveillance de la corruption dans les opérations	D	33
Q55 Contrôles dans le cadre des contrats	F	13
Q56 Entrepreneurs militaires privés	NS	

RISQUE LIÉ AUX MARCHÉS PUBLICS	D	45
Q57 Législation en matière d'approvisionnement	D	38
Q58 Cycle des marchés publics	E	25
Q59 Mécanismes de contrôle des achats	C	58
Q60 Publication des achats potentiels	E	25
Q61 Publication des achats réels	D	38
Q62 Normes de conformité commerciale	C	63
Q63 Exigences en matière d'approvisionnement	E	25
Q64 Concurrence dans les marchés publics	D	38
Q65 Contrôles du comité d'appel d'offres	C	63
Q66 Contrôles anti-collusion	B	75
Q67 Attribution du contrat / Livraison	C	56
Q68 Mécanismes de plainte	B	67
Q69 Sanctions à l'encontre des fournisseurs	C	50
Q70 Contrats de compensation	A	100
Q71 Suivi des contrats de compensation	NA	
Q72 Concurrence en matière de compensation	NA	
Q73 Agents et intermédiaires	F	0
Q74 Packages de financement	F	0
Q75 Pression politique dans les acquisitions	NS	

CLÉ

- NEI** Informations insuffisantes pour évaluer l'indicateur
- NS** L'indicateur n'est noté pour aucun pays
- NA** Non Applicable

NOTES DE FIN

- 1 Freedom House, « Liberté dans le monde - Aperçu par pays : Sénégal », 2025.
- 2 Carnegie Endowment for International Peace, « Sénégal : de la crise constitutionnelle au rétablissement de la démocratie », 1er avril 2024.
- 3 Banque mondiale, « Rapport Pays : Sénégal », 2024.
- 4 Africa Defence Forum, « L'accord de paix offre de l'espoir dans la région de Casamance au Sénégal », 18 mars 2025.
- 5 BTI, « Rapport national : Sénégal », 2024.
- 6 Constitution de la République du Sénégal, 22 janvier 2001.
- 7 Freedom House, « Rapport national sur la liberté dans le monde : Sénégal », 2025.
- 8 SENEPLUS, « Débats pléniers pour l'examen du budget de l'armée », 9 décembre 2022.
- 9 Assemblée nationale du Sénégal, « Commission de la défense et de la sécurité ».
- 10 Entretien avec un ancien député et membre de la commission de la défense et de la sécurité (2018-2022), 10 octobre 2024, Government Defence Integrity Index.
- 11 République du Sénégal, « Loi n° 2012-23 du 27 décembre 2012 portant organisation et fonctionnement de la Cour des comptes ».
- 12 Cour des comptes, « Rapports d'exécution budgétaire ».
- 13 TV5 Monde, « Sénégal : Faye demande la publication des rapports sur les comptes publics », 19 avril 2024.
- 14 République du Sénégal, « Loi de finances 2025 ».
- 15 Ministère de la Justice, « Adoption d'une loi générale sur l'accès à l'information ».
- 16 République du Sénégal, « Loi n° 62-37 du 18 mai 1962 portant statut général des officiers des forces armées, modifiée par la loi n° 65-10 du 4 février 1965 ».
- 17 Seneplus, « Le long chemin vers une loi anti-corruption », 13 avril 2024.
- 18 African Intelligence, « Sénégal : la dernière valse des généraux de Macky Sall », avril 2023.
- 19 Jeune Afrique, « Au Sénégal, pourquoi la nomination du général Souleymane Kandé fait polémique », juin 2024.
- 20 OFNAC, « Stratégie nationale de lutte contre la corruption, 2020-2024 ».
- 21 Entretien avec un colonel de gendarmerie, consultant en sécurité internationale, expert en sécurité, RSS et opérations humanitaires, 23 décembre 2024, Government Defence Integrity Index.
- 22 Le Monde, « Le président sénégalais annonce la fin de la présence militaire étrangère à partir de 2025 », 1er janvier 2025.
- 23 Entretien avec un ancien colonel de l'armée sénégalaise, consultant international en matière de paix et de sécurité, 6 décembre 2024, Government Defence Integrity Index.
- 24 Ibid
- 25 République du Senegal, « Code des marchés publics du Sénégal Décret n° 2022-2295 du 28 décembre 2022 ».
- 26 Directoire général du budget, « Document pluriannuel sur les dépenses du ministère de la Défense 2020-2022 ».
- 27 Armée américaine, « Renforcement des capacités du Sénégal grâce aux ventes militaires à l'étranger, 2 mars 2022 ».
- 28 Ministère des Forces armées, « Appel d'offres pour les Forces armées concernant l'acquisition de véhicules militaires pour la gendarmerie, n° F_CTGN_012, N°2942/MFA/CAB/CPMP ».



ti-defence.org/gdi
GDI@transparency.org

Transparency International UK Numéro d'enregistrement de l'organisme caritatif : 1112842
Numéro d'enregistrement de la société : 2903386

Transparency International Defence and Security (TI-DS) est une initiative mondiale de Transparency International sous forme de réseau thématique. Il s'agit d'une entité indépendante qui ne représente aucune section nationale de TI. TI-DS est seul responsable de l'édition 2025 de l'indice d'intégrité de la défense gouvernementale (GDI) et de tous les produits associés, y compris les fiches pays du GDI.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier le ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas pour son généreux soutien financier à la production de l'indice d'intégrité de la défense gouvernementale. Nous remercions également les nombreux évaluateurs nationaux et pairs qui ont contribué à fournir les données sous-jacentes à cet indice.

Editeur de la série : Michael Ofori-Mensah, *Responsable de la recherche*

Auteur : Léa Clamadieu, *Chargée de recherche*

Chef de projet : Patrick Kwasi Brobbey, *Directeur de recherche*

Design : Colin Foo



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands